

Commune de Saint Vit



Dossier n° AT 025 527 25C0008

Date de dépôt :	15/09/2025
Affichage dépôt :	19/09/2025
Demandeur :	L'association Les bébés s'invitent à la MAM ; représentée par Sandrine CUCHE
Pour :	L'aménagement d'une maison d'assistantes maternelles
Adresse terrain :	20 rue des Belles Ouvrières 25410 Saint Vit
Réf. cadastrales :	YJ 0211

ARRETE

accordant l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier
un établissement recevant du public
délivrée par le Maire au nom de l'État

Le Maire

Vu la demande d'autorisation de travaux n° AT 025 527 25C 0008 présentée par Madame Sandrine CUCHE relative à l'aménagement d'une maison d'assistantes maternelles sis 20 rue des Belles Ouvrières 25410 Saint Vit

Vu le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Vu le code de la construction et de l'habitation.

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 5 novembre 2025 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité en date du 6 novembre 2025 ;

ARRETE

Article 1

L'autorisation de travaux est ACCORDEE pour le projet décrit dans la demande susvisée avec les prescriptions ci-après.

Article 2

Les prescriptions énoncées dans les procès-verbaux ci-joints des commissions de sécurité et d'accessibilité devront être strictement observées.

Une fois les travaux exécutés, le pétitionnaire prendra attache avec la commune de Saint Vit pour obtenir l'autorisation d'ouverture.

Fait à Saint Vit, le 24/11/2025

Le Maire, Pascal ROUTHIER



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

